



Le Monde

3 juillet 1999

Sécession urbaine : un mythe démobilisateur

DANIEL BEHAR
RENAUD EPSTEIN

L'événement est sans doute d'importance pour que dans son édition du 30 juin dernier, le Monde y consacre un dossier complet : le recouvrement de la fracture urbaine et de la fracture sociale serait avéré. Tels deux continents à la dérive, deux France, deux villes s'éloigneraient l'une de l'autre, en raison de la volonté de l'une d'entre elles, la ville des riches de « faire sécession ».

La métaphore, importée des États-Unis, est forte et bien dans l'air du temps. Mais quels sont les faits apportés à l'appui de cette thèse ? Les premiers résultats du récent recensement de la population ? une enquête mesurant l'accroissement des écarts sociaux dans la ville ? Non, simplement le sentiment convergent d'habitants, d'acteurs sociaux et de chercheurs qu'il en est ainsi.

Pourtant, cette convergence d'appréciation butte rapidement sur les facteurs explicatifs qui justifient ce sentiment partagé. Les uns mettent en cause la ville contemporaine, en rupture avec la ville industrielle, lorsque les autres, mettant en scène la fascination des jeunes de banlieue devant les vitrines du Bon Marché, décrivent la permanence d'une situation qui n'étonnerait pas Zola.

Que recouvre alors la montée de ce sentiment de sécession ? Un fait avéré, confirmé par la plupart des études locales : si la spécialisation sociale s'accroît aujourd'hui dans nos villes, ce n'est pas tant le fait de la concentration de la pauvreté dans les « zones urbaines sensibles », de leur ghettoïsation tant décriée que de la spécialisation toujours plus poussée des quartiers huppés. La ghettoïsation est sans doute en marche, mais davantage par le haut que par le bas.

Pour le reste, la situation est singulièrement plus complexe. Certes, on peut constater une volonté affirmée de nombreux groupes sociaux, jusqu'aux plus modestes, de marquer une distance, sociale et physique, afin à la fois de « se mettre au vert et de rester entre soi », tout en profitant de la ville et de ses aménités.

Pourtant cette volonté est paradoxale, et toutes les enquêtes (y compris le récent sondage présenté dans Le Monde en date du 23 juin dernier) le soulignent : ces mêmes groupes sociaux sont conscients des risques qu'un tel processus fait courir à l'essence même de la ville, et sont donc attachés au principe de mixité sociale qui en fait le fondement.

Leur prise de distance résidentielle se double d'une pratique assidue des lieux qui organisent la mixité urbaine contemporaine, des multiplexes aux centres commerciaux, en passant par les espaces de loisirs les plus variés.

Cette résistance d'une mixité urbaine renouvelée est d'autant plus significative qu'elle s'accompagne d'un mouvement de renforcement de l'intégration économique et culturelle de la ville. D'un point de vue économique, plus les territoires au sein des villes se spécialisent autour de fonctions particulières (logistique, recherche/développement...), plus leur interdépendance fonctionnelle contribue à l'unité de la ville, en dépit de sa dilatation. D'un point de vue culturel, loin d'opposer deux mondes, la ville persiste dans sa capacité à réduire les frontières. Chacun mesure aujourd'hui combien la culture des banlieues (musique, danse, mode vestimentaire...) tend à devenir la culture de la jeunesse dans son ensemble. Symétriquement, des mouvements

comme « Stop la violence » confirment que la population des banlieues épouse majoritairement les valeurs dominantes de la société, de la réussite sociale au respect de l'individualité.

Autrement dit, nous n'assistons pas à une dualisation de la ville contemporaine (dont on aurait bien du mal à tracer la ligne de démarcation, entre l'habitat social HLM, les zones urbaines sensibles ou leur fraction la plus « reléguée »), mais à la manifestation, par certains groupes sociaux, à certains moments de leur vie en ville, de leur désir de rester entre soi.

Pourquoi alors un tel succès de cette représentation de la réalité confondant sécession et sentiment de sécession, comme on a, sur un autre plan, confondu insécurité et sentiment d'insécurité ? Sans doute, dans un cas comme dans l'autre, parce que la confusion entre ces deux phénomènes (qui ne sont pas indépendants) donne matière à dénoncer à bon compte l'inefficacité de l'action publique : S'il y a sécession, c'est bien que les pouvoirs publics ont failli, notamment au travers de leur politique de la ville. Il ne s'agit pas ici de dédouaner une action publique qui à l'évidence s'est avérée incapable de freiner la spécialisation sociale des quartiers huppés, tant elle a accompagné par sa politique du logement et ses incitations fiscales, la construction neuve individuelle à l'écart de la ville dense.

Mais l'exercice de dénonciation, facile, est dangereux. Mettre en avant un processus généralisé de sécession sociale et urbaine ne peut qu'inciter à prendre acte d'une définitive impuissance publique. Comment les pouvoirs publics pourraient-ils aujourd'hui prétendre lutter contre un fait social aussi total ?

En s'attachant moins à la montée du sentiment de sécession qu'à sa réalité, on peut en revanche tenter de donner un nouvel élan à l'action publique sur la ville. Il s'agit alors sans doute d'abord de renoncer à prôner une mixité sociale par le mélange résidentiel obligé (le « quota de HLM à Neuilly »). Cette incantation, qui se heurte à la fois aux stratégies résidentielles des ménages et à l'incapacité politique de l'Etat à jouer les gendarmes face aux villes, est d'autant plus inefficace qu'elle amplifie la stigmatisation du logement social dans son ensemble.

Face à des aspirations sociales apparemment contradictoires (être entre soi et disposer de lieux de mixité), il faut probablement davantage agir sur les causes de l'évitement social : réduire, par des règlements d'urbanisme appropriés, la tendance à la privatisation des quartiers huppés ; limiter -à l'encontre des dispositions actuelles- la construction neuve périphérique ; renforcer l'accessibilité et la mixité des espaces publics qui, au centre comme à la périphérie, font la ville ; sortir d'un combat impossible contre la ségrégation scolaire localisée pour traiter de la question des parcours et de l'orientation à l'intérieur du système...

Faute de s'engager sur ces pistes, en mettant en avant l'inéluctabilité de la sécession urbaine, on désespère les pauvres, on renforce les classes moyennes dans leur conviction d'une nécessaire mise à distance et on confirme auprès de la société et de ses représentants que la lutte contre la fracture sociale ne peut relever que de l'ordre du discours sans lendemain.